Nations Unies S/PV.6524



Conseil de sécurité

Soixante-sixième année

Provisoire

6524e séance

Mercredi 27 avril 2011, à 16 heures
New York

Président :	M. Osorio	(Colombie)
Membres :	Afrique du Sud	M. Sangqu
	Allemagne	M. Wittig
	Bosnie-Herzégovine	M. Barbalić
	Brésil	Mme Viotti
	Chine	M. Li Baodong
	États-Unis d'Amérique	Mme Rice
	Fédération de Russie	M. Pankin
	France	M. Araud
	Gabon	M. Messone
	Inde	M. Hardeep Singh Puri
	Liban	M. Salam
	Nigéria	M. Amieyeofori
	Portugal	M. Moraes Cabral
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Mark Lyall Grant

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

11-31394 (F)





La séance est ouverte à 16 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en espagnol*) : En vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

En vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite M. Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Pascoe.

M. Pascoe (*parle en anglais*) : J'apprécie l'occasion qui m'est donnée de présenter encore une fois au Conseil un tableau de la situation en Syrie.

Nous suivons d'aussi près que possible l'évolution de la situation, et mon exposé se base sur les rapports du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres entités des Nations Unies, ainsi que sur des informations publiées et confidentielles émanant de grandes organisations internationales des droits de l'homme et humanitaires et sur l'examen de sources médiatiques dignes de confiance. Nous avons également passé en revue les sites Web officiels du Gouvernement syrien et les sites de médias sociaux des groupes d'opposition syriens.

Les manifestations antigouvernementales ont commencé à la mi-mars, à la suite de l'arrestation à Deraa de 15 écoliers qui avaient écrit des graffiti antigouvernementaux. Depuis, ces manifestations n'ont cessé, progressivement mais régulièrement, de s'étendre sur le plan géographique et de susciter une participation accrue. Des rapports fiables font état de manifestations dans les villes côtières de Lattaquié, de Banias et de Jabla; dans les villes de Homs et de Hama, dans le centre; dans les villes de Deraa et d'Ezra, dans le sud; dans la ville de Dirazor, dans l'est; dans les villes de Douma et d'Al-Moudimia, dans la banlieue de Damas; et dans les villes d'Al-Hasaka et de Kamishli, dans le nord-est. Dans les grandes villes de Damas et d'Alep, les manifestations ont été sporadiques et plus limitées. Les manifestants ont d'abord commencé par exiger plus de liberté, ainsi que des réformes politiques et économiques, mais ils réclament désormais de plus en plus le renversement du régime, se faisant en cela l'écho des slogans que l'on a entendus ailleurs dans la région.

Les autorités syriennes ont adopté une réaction mitigée – proposant des réformes, d'une part, et appliquant une répression de plus en plus violente, d'autre part – que le Secrétaire général a condamnée avec force. Dans le discours qu'il a prononcé le 30 mars devant le Parlement, le Président Al-Assad a annoncé qu'une série de réformes politiques, sociales et économiques allaient être prises pour répondre aux demandes de la population syrienne, y compris une enquête sur les tueries survenues pendant les manifestations. Le 7 avril, un décret présidentiel a accordé la nationalité attendue depuis longtemps à des Kurdes apatrides habitant dans le nord-est du pays. Le 15 avril, le Président s'est engagé à faire libérer toutes les personnes arrêtées pendant les manifestations, à l'exception des personnes accusées d'avoir commis des crimes « contre la nation et les citoyens ». Des responsables locaux ont été licenciés, et de nouveaux ont été nommés à leur place, apparemment dans l'optique d'ouvrir un dialogue avec la population à Homs et à Deraa.

Le 16 avril, le Président Al-Assad a assermenté un nouveau gouvernement, qu'il a chargé d'élaborer des réformes, dont de nouvelles lois sur les médias et les partis politiques. Par une série de décrets publiés le 21 avril, il a levé l'état d'urgence, en place depuis 1963. Il a également aboli la Haute Cour de sécurité et reconnu le droit de manifester pacifiquement, tout en s'arrogeant un droit de réglementation rigoureux. Le lendemain, le vendredi 22 avril, le pays a été le théâtre des manifestations les plus importantes depuis le début des événements. Les manifestants affirmaient que ces mesures étaient insuffisantes et arrivaient trop tard. En fait, en dépit des promesses de réformes, la répression du Gouvernement s'est intensifiée de manière spectaculaire. Le HCDH a appris que plus de 100 personnes ont été tuées dans de nombreuses villes du pays entre vendredi et dimanche. La situation générale de la population est de plus en plus préoccupante, notamment pour ce qui est de l'accès à des soins et à des services médicaux, et de l'accès, dans certaines villes, à l'eau et à la nourriture.

À la suite de l'énorme manifestation du vendredi 22 avril, l'armée syrienne a lancé une grande opération

militaire contre Deraa et les villages avoisinants. Des chars et un grand nombre de soldats sont entrés dans la zone. Les conditions qui prévalent étant similaires à celles d'un siège, il est difficile de confirmer ces informations. Mais des sources fiables ne cessent de rapporter que des civils non armés sont victimes de tirs d'artillerie, que des gens sont arrêtés chez eux, que le personnel médical qui tente d'aider les blessés est la cible de tirs, que les hôpitaux, les dispensaires et les mosquées font l'objet de raids, que le matériel médical est détruit à dessein et que le personnel médical est arrêté.

L'ONU est en mesure de confirmer que l'électricité, les systèmes de communication et l'eau ont été coupés dans la ville depuis lundi au moins, et qu'à cause de ces opérations, les écoles et les dispensaires de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient à Deraa sont fermés depuis une semaine. Il y aurait des pénuries de médicaments, d'eau et de vivres, et cette situation pourrait déboucher dans les jours qui viennent sur une grande crise humanitaire.

L'ONU demande à avoir accès à ces zones afin d'évaluer les besoins humanitaires et de donner une description exacte et directe de l'évolution de la situation.

Je note que la frontière terrestre entre la Syrie et la Jordanie était fermée pendant une grande partie de cette opération militaire.

Les villes de Douma et d'Al-Moudimia, à proximité de Damas, sont également encerclées par des chars et par des forces armées, comme cela avait été le cas pour Banias plus tôt ce mois-ci. Les forces de sécurité auraient ouvert le feu sur des manifestants dans la ville de Jabla, faisant au moins 13 morts en quelques jours. À Homs, où les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants les 18 et 19 avril, il y aurait eu jusqu'à 20 morts. Dans l'ensemble, depuis la mi-mars, l'examen de rapports fiables émanant de médias et de groupes de défense des droits de l'homme permet d'évaluer à plus de 300 – sans doute entre 350 et 400 – le nombre de manifestants antigouvernementaux tués par les forces de sécurité et leurs partisans.

Le Haut-Commissariat a également été informé qu'un nombre important de manifestants, de défenseurs des droits de l'homme, de juristes, de journalistes, etc., ont été arrêtés. On rapporte que des personnes arrêtées au cours des manifestations, dont des enfants, seraient passées à tabac et torturées.

Les informations relayées par les médias, les groupes internationaux de défense des droits de l'homme, les organismes des Nations Unies et les missions diplomatiques confirment que, dans leur écrasante majorité, les manifestants défilent de manière pacifique et sans armes. Toutefois, d'après des informations crédibles, dans de très rares cas, des manifestants ont eu recours à la violence, entraînant la mort de membres des forces de sécurité.

Human Rights Watch a signalé un seul incident de ce type, étayé par des témoignages oculaires, survenu le 8 avril à Deraa. Suite à la mort de plusieurs manifestants, tués par les forces de sécurité qui tiraient à balles réelles, certains manifestants se sont saisis d'armes trouvées à un point de contrôle abandonné et ont ouvert le feu, tuant peut-être une dizaine de membres des forces de sécurité. Rien ne prouve qu'il s'agisse d'un phénomène récurrent. Aucune information ne confirme non plus que des membres des forces de sécurité ou des soldats auraient été tués par des agents du Gouvernement. La très grande confusion observée autour de cette question délicate s'explique peut-être par la forte présence de membres des forces de sécurité et de fidèles du régime armés circulant en tenue civile.

À ce manque de clarté s'ajoute le fait que l'accès est refusé aux médias internationaux et indépendants, ce qui, bien entendu, est contraire à la liberté de la presse et au droit à l'information. Le Comité pour la protection des journalistes et de nombreuses autres sources indiquent que les autorités syriennes continuent systématiquement d'incarcérer des journalistes, de couper l'accès à Internet et les réseaux de téléphonie, d'interdire l'entrée de journalistes étrangers dans le pays et de refuser l'accès à toutes les zones de trouble. Toutes ces mesures rendent impossible de recueillir et de diffuser des informations fiables et impartiales, et, par conséquent, les observateurs ne peuvent confirmer ou réfuter un grand nombre d'allégations.

L'agence de presse officielle, l'Agence de presse arabe syrienne (SANA), a fait état ces derniers jours de la mort d'au moins 21 militaires et membres des forces de sécurité, et, d'après les informations disponibles, plus de 290 membres des forces nationales de sécurité auraient été blessés depuis le début du mouvement de protestation. Le Gouvernement a déclaré que la plupart des victimes civiles avaient été tuées par des milices armées antigouvernementales, mais n'a à ce jour fourni aucun élément de preuve confirmant ces chiffres.

La télévision syrienne a également diffusé de supposés aveux de manifestants incarcérés qui mentionnent la présence de contestataires armés et l'ingérence étrangère. Les médias contrôlés par l'État syrien ont en outre accusé le Courant du futur libanais de fournir des armes aux manifestants, ce qu'il a démenti. Nous ne disposons pas d'autres informations à ce sujet.

Le Secrétaire général et la Haut-Commissaire aux droits de l'homme ont insisté sur le fait que des enquêtes doivent être menées sur tous les meurtres commis lors des manifestations, y compris les meurtres présumés de militaires et de membres des forces de sécurité. Le Conseil des droits de l'homme tiendra vendredi à Genève une session extraordinaire sur la situation des droits de l'homme en Syrie.

Les répercussions régionales de la situation en Syrie inquiètent tout particulièrement ses voisins. Dans un communiqué de presse daté du 25 avril, le Secrétaire général de la Ligue des États arabes a déclaré que la Ligue était très préoccupée par les événements qui se déroulent dans un certain nombre de pays arabes. La Ligue a déclaré appuyer l'aspiration croissante des populations du monde arabe au changement, à la modernisation de la société, à la fin de la répression et à un mouvement en faveur de la démocratisation et de la réforme. Elle a appelé à la cessation immédiate du recours à la violence contre les manifestants, et souligné que les revendications du peuple appelaient un appui et non des balles.

Dans cette déclaration, la Ligue a également annoncé que la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de la Ligue des États arabes se pencherait sur la situation dangereuse qui existe actuellement entre les peuples et leurs gouvernements dans le monde arabe. Nous prenons également acte des efforts déployés par le Gouvernement turc pour établir des contacts avec des interlocuteurs syriens.

Le Secrétaire général est extrêmement préoccupé par la situation en Syrie à laquelle il s'intéresse de près. Comme le Conseil le sait, le Secrétaire général a fait trois déclarations à ce sujet et s'est entretenu directement avec le Président Al-Assad. Le Secrétaire général a condamné le recours à la violence contre les manifestants pacifiques et a demandé à ce que les tueries fassent l'objet d'une enquête indépendante, transparente et efficace. Il a fait part de notre conviction que les autorités syriennes doivent s'acquitter de leur obligation de protéger les civils et respecter les droits de l'homme internationalement reconnus, y compris le droit à la liberté d'expression et le droit de réunion pacifique, ainsi que la liberté de la presse.

La répression n'est pas la solution. Un dialogue ouvert et de véritables réformes devraient permettre de répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien, de rétablir la confiance et de garantir la paix sociale et l'ordre public.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Lynn Pascoe de son exposé.

Mme Rice (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Pascoe, pour son exposé sur la détérioration de la situation en Syrie. Les États-Unis condamnent avec la plus grande fermeté l'effroyable violence qu'emploie le Gouvernement syrien contre son propre peuple. Mon gouvernement exhorte le Président Al-Assad à revoir sa position et à entendre les appels de son peuple. Nous enjoignons également la communauté internationale à prendre des mesures face à cette violente répression et à demander des comptes aux auteurs de ces violations graves des droits de l'homme.

Les États-Unis ont fait connaître leur position au Gouvernement syrien, et nous envisageons plusieurs possibilités, y compris des sanctions ciblées, en réponse à la violence inacceptable et continue employée contre des manifestants pacifiques. Nous sommes particulièrement préoccupés par les informations faisant état du recours systématique à la violence gratuite contre des manifestants non armés. Je prends note avec satisfaction de la décision prise ce matin par le Conseil des droits de l'homme de tenir vendredi une session extraordinaire sur la situation des droits de l'homme en Syrie. Les États-Unis, comme beaucoup d'autres, appuient cette décision et estiment que cette réunion constitue une réponse essentielle et opportune compte tenu des atrocités actuellement commises. Ces violences ne siéent ni à un gouvernement responsable ni à un membre crédible de la communauté internationale.

Les mesures prises à ce jour par le Gouvernement syrien n'ont pas répondu comme il se doit aux revendications de son peuple. Au contraire, les manifestants pacifiques continuent de subir la répression brutale du Gouvernement syrien. Le fait de rejeter la responsabilité sur des tiers plutôt que de faire face à ses défaillances internes ne saurait permettre à un gouvernement de répondre aux aspirations légitimes de son peuple à une réforme.

Les forces de sécurité et l'armée syriennes continuent d'agresser les civils qui manifestent tandis que le Gouvernement continue de solliciter l'aide de l'Iran pour réprimer des citoyens syriens en usant de tactiques violentes semblables à celles employées par le régime iranien. Le Gouvernement syrien doit faire cesser les arrestations arbitraires, l'incarcération et la torture de civils, en particulier de journalistes et de militants. Nous exhortons le Gouvernement syrien à autoriser les médias, y compris des journalistes étrangers, ainsi que des observateurs des droits de l'homme, à vérifier en toute indépendance les faits sur le terrain, dont la véracité des informations faisant état d'attaques aveugles menées par les forces syriennes dans des zones habitées.

Le Gouvernement syrien doit entendre les appels légitimes de son peuple à une réforme véritable et durable. Ses paroles doivent être suivies de mesures concrètes pour garantir une réforme réelle en Syrie. Les Syriens revendiquent la liberté d'expression, d'association, de réunion pacifique et le droit de choisir librement leurs dirigeants, et leurs appels doivent être entendus.

Sir Mark Lyall Grant (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lynn Pascoe de son exposé d'aujourd'hui. La situation qu'il nous a décrite préoccupe vivement mon gouvernement. La période actuelle est une ère d'espoir pour bien des gens au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Leurs voix se font entendre comme jamais auparavant. Les nouveaux processus démocratiques qui sont en cours en Égypte et en Tunisie illustrent une aspiration longtemps réprimée à un gouvernement plus ouvert et plus représentatif. D'autres gouvernements de la région répondent de manière constructive à l'exigence de réforme.

En Syrie, le Gouvernement s'engage pour le moment sur une voie différente. Les faits auxquels nous assistons ces dernières semaines visent systématiquement à étouffer les revendications légitimes du peuple syrien, par la violence et l'oppression. En dépit de tous les efforts exercés par le Gouvernement syrien pour barrer l'accès aux médias internationaux et empêcher la couverture indépendante des événements, nous avons pu constater que des civils ont été à plusieurs reprises délibérément pris pour cible et que des chars et d'autres armes lourdes sont utilisés contre les manifestants pacifiques.

M. Pascoe a indiqué que 350 à 400 manifestants auraient été tués par les forces de sécurité ces dernières semaines. L'armée syrienne assiège la ville de Deraa, coupant notamment toutes les lignes de téléphone, ainsi que l'eau et l'électricité. Dans la ville même, les militaires tirent sans discrimination. Les forces de sécurité attaquent également plusieurs villes environnantes et banlieues de Damas. Nous condamnons totalement et sans réserve les violences et les meurtres perpétrés par les forces de sécurité syriennes contre les civils, qui expriment leurs opinions dans le cadre de manifestations pacifiques.

Il faut désormais que quatre conditions soient remplies. Premièrement, la répression violente doit cesser immédiatement. Le Gouvernement syrien a le devoir de protéger les manifestants pacifiques, et non de les attaquer. Le Président Al-Assad doit ordonner à ses forces de faire preuve de la plus grande retenue. Les manifestants doivent, quant à eux, veiller à ce que leurs actions soient pacifiques.

Deuxièmement, le gouvernement du Président Al-Assad doit répondre aux demandes légitimes du peuple syrien par des réformes immédiates et véritables, et non par la répression brutale. La loi d'urgence doit être levée dans la pratique. Le Représentant permanent de la Syrie a dit au Conseil de sécurité, le 21 avril, qu'une loi reconnaissant le droit de manifester pacifiquement avait été promulguée, mais la réalité sur le terrain contredit douloureusement cet engagement.

Troisièmement, les responsables des violences doivent répondre de leurs actes. Nous appuyons fermement l'appel du Secrétaire général à la conduite d'une enquête transparente, indépendante et efficace sur les tueries. Les auteurs d'actes de violence contre des civils et, en particulier les commanditaires de ces actes, doivent être traduits en justice.

Quatrièmement, la communauté internationale doit parler d'une seule voix pour condamner la violence en Syrie. Le Royaume-Uni déploie, de concert avec ses partenaires internationaux, des efforts intensifs pour persuader les autorités syriennes de mettre un terme à la violence et de respecter les droits fondamentaux et universels que sont la liberté d'expression et la liberté de réunion. Si la violence ne cesse pas, nous envisagerons, avec nos partenaires de l'Union européenne et autres, de prendre d'autres mesures, parmi lesquelles de possibles sanctions financières ciblées et des interdictions de voyager contre ceux qui sont responsables de la violence, et contre leurs familles et leurs intérêts économiques.

La Syrie se trouve à la croisée des chemins. Il est encore temps pour son gouvernement de choisir de procéder à une réforme véritable, seule capable d'apporter la paix et la stabilité à long terme en Syrie. Ou bien il peut faire le choix d'une répression toujours plus violente qui ne ramènera la sécurité pour les autorités qu'à court terme, et ce, à un coût terrible pour le peuple syrien et l'avenir du pays. Nous prions instamment le Président Al-Assad de choisir la première option, qui est la seule possible pour que la Syrie reprenne sa place au cœur du Moyen-Orient.

M. Araud (France) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Lynn Pascoe, pour l'exposé sur la situation en Syrie qu'il a présenté à ce conseil et qui vient nourrir nos inquiétudes.

Je tiens devant ce conseil à exprimer la plus vive préoccupation de la France face aux violences exercées par les autorités syriennes contre les manifestants civils. Nous condamnons sans réserve ces brutalités inacceptables, qui ont déjà fait des centaines de victimes civiles parmi la population syrienne, mais également de nombreux disparus parmi les manifestants, les journalistes et les militants des droits de l'homme. Deraa est depuis trois jours une ville assiégée par l'armée syrienne, privée d'eau, d'électricité, de liaisons avec l'extérieur, encerclée par des chars et menacée par l'artillerie lourde.

Le souvenir des massacres commis aux dépens de la population civile qui ont ensanglanté la Syrie au début des années 80, notamment à Hama, est trop douloureux pour que la communauté internationale assiste silencieuse à cette escalade dans la répression. Le Conseil doit adresser aujourd'hui un message clair aux autorités syriennes : cette répression aveugle et brutale doit cesser immédiatement. Les autorités syriennes doivent respecter les libertés et droits fondamentaux de leurs citoyens, et particulièrement le droit de manifester pacifiquement et la liberté de la presse. Les arrestations arbitraires doivent cesser, ainsi que les restrictions pesant sur les médias.

Nous appelons les autorités syriennes à libérer immédiatement les détenus d'opinion. Nous soutenons l'appel du Secrétaire général à la mise en place d'une enquête indépendante, transparente et efficace sur les crimes commis. Les responsables et les auteurs de ces actes devront répondre de leurs agissements.

Seules des réformes répondant aux aspirations légitimes de la population permettront de préserver la stabilité du pays, ce qui est dans l'intérêt de tous. La Syrie joue un rôle déterminant dans la stabilité régionale. Or, à ce stade, nous ne pouvons que constater que la levée de l'état d'urgence et les autres réformes annoncées par le Président ont été suivies d'une recrudescence de la violence qui vient les contredire. L'appel du peuple syrien à la liberté, à la démocratie et au respect de ses droits universels doit être entendu par les autorités syriennes, et à défaut, il doit être entendu par ce conseil.

La France, avec d'autres, si rien ne se passe de positif, étudiera toute une série d'options visant à accroître la pression sur le régime syrien afin qu'il cesse la répression et s'engage dans la voie des réformes. Des mesures fortes devront être prises si cet appel n'est pas entendu. Le Conseil des droits de l'homme s'est également saisi de la question et adoptera, nous l'espérons, une résolution à l'issue de sa session spéciale vendredi.

M. Sangqu (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous souhaitons à notre tour remercier le Secrétaire général adjoint, M. Pascoe, de son exposé sur la situation en Syrie, qui préoccupe vivement l'Afrique du Sud. Nous déplorons les pertes en vies humaines dans ce pays et appelons toutes les parties au conflit à faire preuve de retenue. Nous nous félicitons de la levée de l'état d'urgence, qui était en place depuis près de 50 ans. Nous nous félicitons également de l'adoption d'autres réformes annoncées par les autorités syriennes ces derniers jours. Nous encourageons le Gouvernement syrien à agir rapidement pour mettre en œuvre les réformes nécessaires en faveur de la démocratisation, conformément à la volonté et aux aspirations de sa population.

Il est impossible d'ignorer la voix du peuple en Syrie et dans d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Il est primordial que les gouvernements de ces pays veillent à ce que les droits de leurs populations soient respectés, et à ce qu'elles soient autorisées à exprimer leurs doléances de manière pacifique. La Syrie fait partie intégrante du règlement global du conflit au Moyen-Orient; sa stabilité est liée à celle de ses voisins.

Enfin, nous prions instamment les autorités syriennes d'engager un processus ouvert, transparent et sans exclusive avec la population afin de répondre à ses doléances et, par voie de conséquence, de garantir ses droits et libertés politiques fondamentaux, y compris ses droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion.

M. Wittig (Allemagne) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette réunion qui tombe vraiment à point nommé. Je tiens à mon tour à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Pascoe, de l'exposé qu'il nous a présenté. Les informations qu'il nous a communiquées sont très inquiétantes. Il est urgent que le Conseil discute de la situation qui règne en Syrie. L'ampleur de la violence et de la brutalité exercées pour réprimer les manifestations est profondément préoccupante. De surcroît, la situation a des répercussions régionales et internationales évidentes, compte tenu de l'importance cruciale de la Syrie pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient, et sachant notamment qu'elle héberge une mission de maintien de la paix de l'ONU.

L'exposé que nous avons entendu et les faits recensés sur le terrain montrent que les autorités syriennes ont recours à la violence contre des manifestants pacifiques. Nous sommes extrêmement choqués de voir que des civils ont été tués parce qu'ils essayaient d'exercer leurs droits fondamentaux. Le recours systématique à la force avec le déploiement de chars et l'utilisation de balles réelles est le fait des autorités syriennes. Les manifestants n'ont pas de chars. Ils ne procèdent pas à des arrestations arbitraires. Ils n'empêchent pas les journalistes de faire leur travail.

La violence qui se poursuit contre les manifestants pacifiques est tout à fait inacceptable. Elle doit cesser immédiatement. Toutes les annonces de réformes sont décrédibilisées par les violences actuelles. Les informations qui nous parviennent de Deraa sont extrêmement inquiétantes. Les chars et l'artillerie ont été déployés. Il y a de nombreuses victimes. Il est impossible d'accéder à cette zone. Nous exigeons que les observateurs internationaux aient accès à cette ville. Les auteurs de ces tueries devront répondre de leurs actes.

À cet égard, nous appuyons fermement l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de la conduite d'une enquête indépendante, transparente et efficace sur ces massacres. Les autorités syriennes doivent respecter les droits de l'homme, y compris les droits à la liberté de réunion pacifique, à la liberté d'opinion et à la liberté de la presse. Nous demandons également aux autorités syriennes de respecter l'obligation de protéger l'intégrité physique et la dignité de tous les détenus et leur droit à une procédure judiciaire équitable.

Le Gouvernement syrien a aujourd'hui le choix entre mettre fin à la violence et enclencher les réformes concrètes et véritables qui s'imposent ou continuer à mener une répression toujours plus violente. Choisir cette dernière option serait une démarche peu clairvoyante et nous forcerait à réagir en adoptant les mesures appropriées. La poursuite de la répression n'est pas la solution.

À ce jour, l'Allemagne a pris un certain nombre d'initiatives diplomatiques et politiques. Nous avons vigoureusement appuyé la convocation d'une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme sur la Syrie et nous nous réjouissons de ce qu'elle se tiendra vendredi. Avec nos partenaires, nous allons envisager d'ici à la fin de la semaine des mesures à prendre au niveau de l'Union européenne, parmi lesquelles de possibles sanctions.

M. Pankin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Lynn Pascoe de son exposé.

À l'instar des autres membres du Conseil de sécurité, la Fédération de Russie est vivement préoccupée par les tensions et les affrontements qui s'intensifient en Syrie, faisant des victimes et causant de grandes souffrances parmi les manifestants, les agents des forces de l'ordre et le personnel militaire. Nous comptons sur les autorités syriennes pour mener des enquêtes transparentes et efficaces sur toutes ces affaires et pour que les responsables soient traduits en justice.

Le fait que la situation se dégrade dangereusement impose d'adopter une démarche prudente et éprouvée. Il s'agit de trouver ce qui peut être fait pour aider à régler la situation et non de l'exacerber davantage.

De toute évidence, le processus de réformes démocratiques annoncé et sincèrement mis en œuvre par les dirigeants syriens mérite d'être soutenu. Beaucoup de mesures importantes ont été prises en très peu de temps. Un décret présidentiel levant l'état d'urgence dans le pays a été signé. La question de l'octroi de la citoyenneté à une part importante de la population a été réglée. Les préparatifs sont en cours pour permettre au Parlement d'adopter des lois sur les manifestations, les partis politiques, l'administration locale et les médias à sa prochaine session extraordinaire. Des mesures contre la corruption et le chômage, ainsi que pour le développement des zones rurales, sont en cours d'élaboration.

Le Gouvernement doit s'employer à chercher des solutions justes à ces problèmes de longue date, en collaboration avec toutes les forces sociales, politiques et religieuses dans le respect de la Constitution et le plus rapidement possible. Toutes les parties, quelles qu'elles soient, doivent éviter la violence. Seul un dialogue constructif sur la mise en œuvre des réformes politiques annoncées et les transformations sociales permettra à la Syrie de connaître la stabilité et le développement démocratique, dans l'intérêt de tous ses citoyens.

Le plus important, selon nous, est qu'en dépit de l'intensification des tensions et des affrontements, la situation actuelle en Syrie ne constitue pas une menace à la paix et à la sécurité internationales. On ne peut pas ignorer le fait que les actes de violence ne sont pas exclusivement le fait d'une seule partie. Entre autres choses, on a tiré sur une colonne de l'armée sur la route reliant Lattaquié à Tartous, des attaques armées ont été lancées contre des installations et des positions militaires, et des agents de police ont été tués, leur corps ayant ensuite été violenté et profané.

Nous pensons que des ingérences dans la situation intérieure de la Syrie, notamment les tentatives d'imposer des solutions toutes faites ou de prendre parti, pourraient, elles, faire peser une menace réelle sur la sécurité régionale. Il devient de plus en plus évident que certains parmi les manifestants, que ce soit en Syrie ou dans d'autres pays, espèrent que la détérioration de la situation obligera la communauté internationale à les aider et à prendre position. De telles manœuvres conduisent à un cycle de violences sans fin et sont une invitation à la guerre civile. Il importe au plus haut point de tout faire pour éviter cette évolution dangereuse de la situation, d'autant plus que la Syrie est la pierre angulaire de la sécurité au Moyen-Orient. L'affaiblissement de ce maillon important entraînerait des complications dans l'ensemble de la région.

M. Li Baodong (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint, M. Lynn Pascoe, de son exposé.

La Chine suit de près les événements qui se déroulent en Syrie. La Syrie est un pays important de la région du Moyen-Orient. Nous espérons que les différentes parties en Syrie vont aplanir leurs divergences par la voie du dialogue politique et régleront la crise actuelle d'une manière appropriée, afin de maintenir l'ordre et la stabilité dans le pays.

Nous nous félicitons de ce que le Gouvernement syrien ait levé l'état d'urgence et annoncé qu'il allait procéder à des réformes politiques et lancer un dialogue national. Il a également décidé de lancer une enquête sur tous les incidents qui se sont produits récemment. Nous espérons que ces mesures contribueront à la réalisation des objectifs susmentionnés.

Les troubles qui agitent plusieurs pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont un sujet de grave préoccupation. Non seulement ils ont eu des effets néfastes sur la paix et la stabilité des pays concernés, mais ils mettent aussi gravement en péril la stabilité de la région. Trouver les moyens de régler ces problèmes est un défi qui nous concerne tous. Il s'agit également d'une tâche commune, car si les problèmes ne sont pas réglés de façon appropriée, ils risquent de compromettre la paix et la stabilité d'autres régions et d'avoir des répercussions très négatives sur le relèvement de l'économie mondiale.

Nous espérons donc que, face aux événements qui se produisent dans ces pays, la communauté internationale apportera une aide constructive, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

M. Hardeep Singh Puri (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint, M. Lynn Pascoe, de son exposé sur la situation en Syrie.

La Syrie a de tout temps été un pays important du Moyen-Orient, et cela reste vrai dans l'histoire moderne. On ne saurait trop souligner son rôle dans le processus de paix au Moyen-Orient et dans la stabilité de la région dans son ensemble. Par conséquent, une instabilité ou des troubles prolongés en Syrie peuvent avoir des répercussions dans toute la région et au-delà.

Les informations faisant état de violences commises pendant les manifestations organisées récemment en Syrie et qui ont causé la mort de plusieurs manifestants et membres des forces de sécurité, sont préoccupantes. Il a été signalé que des éléments extrémistes armés se mêlaient aux manifestants et profitaient des manifestations pour attaquer les membres des forces de sécurité et endommager des biens appartenant au Gouvernement. Il semble que l'on ne connaisse toujours pas l'identité des auteurs de ces attaques violentes.

Nous avons pris acte de la nomination par la Syrie d'une commission chargée d'enquêter sur les actes de violence commis pendant les manifestations et des nombreuses mesures annoncées pour répondre aux revendications de la population, dont, entre autres, la levée des lois d'urgence, l'abolition des cours de sûreté de l'État et le transfert des pouvoirs d'enquête à la police. Le Gouvernement a également annoncé la mise en place de procédures pour l'organisation de manifestations pacifiques. Nous espérons que ces mesures, initiées par le Gouvernement syrien dans le cadre d'un processus sans exclusive de dialogue politique et de réforme, ne sont que les premières prises en réponse aux aspirations de tous les segments de la société syrienne.

Sachant que nous déplorons la violence quels qu'en soient les auteurs, le Conseil doit affirmer clairement qu'il relève de la responsabilité des États souverains de répondre aux aspirations de leur population en adoptant les mesures administratives, politiques, économiques et autres mesures nécessaires. Dans le même temps, il revient aux États de décider de la meilleure manière de procéder pour maintenir l'ordre public interne et prévenir la violence. La responsabilité principale du Conseil dans ce cas particulier est de demander instamment à toutes les parties de renoncer à la violence sous toutes ses formes et de chercher à répondre aux revendications par des moyens pacifiques.

Nous estimons que les organisations régionales et sous-régionales ont un rôle important à jouer dans le règlement de la crise dans la région, y compris en Syrie. Il est essentiel de déployer tous les efforts possibles pour apaiser les tensions plutôt que de les exacerber. Ma délégation appuie toutes les mesures visant à mettre un terme à la violence et à rétablir la paix.

M. Messone (Gabon) : Le Gabon, comme les autres délégations, tient à exprimer sa profonde préoccupation quant à la situation alarmante qui prévaut en Syrie. Le Gabon apprécie positivement la levée de l'état de siège et d'autres mesures prises par les autorités. Toutefois, nous les exhortons à mettre immédiatement un terme à la répression récente de manifestations pacifiques. De même, nous appelons à faire la lumière sur ces actes de violation des droits de l'homme.

Mon pays insiste sur l'exigence de respect du droit international et humanitaire au regard de la dégradation de la situation humanitaire telle que décrite par le Secrétaire général adjoint, M. Pascoe. Ma délégation appelle le Gouvernement syrien à mettre en œuvre des mesures concrètes de réforme profonde pour répondre aux aspirations du peuple. De même, nous appelons les autorités à assurer la protection des civils dans les opérations de maintien de l'ordre.

Le Gabon, qui est attaché au dialogue politique inclusif comme garantie de la paix, appelle les autorités syriennes à mettre en place des mécanismes reconnus qui prendraient en compte les aspirations légitimes du peuple afin d'instaurer une paix et une stabilité durables. C'est dans ce sens que nous saluons la tenue prochaine, le 8 mai, de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Ligue des États arabes.

Enfin, nous appelons tous les acteurs régionaux à soutenir ces efforts de dialogue en vue de mettre un terme au cycle actuel de « répression-manifestations ».

Mme Viotti (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Lynn Pascoe, de son exposé. Nous devons défendre les libertés fondamentales dans tous les contextes. Voici le message cohérent que ce Conseil et la communauté internationale doivent envoyer face aux défis découlant des changements historiques qui se produisent dans le monde arabe. Le Brésil est solidaire des manifestants pacifiques qui demandent une participation politique accrue, de meilleures perspectives économiques et le respect de la liberté et de la dignité.

Nous sommes préoccupés par l'escalade actuelle de la violence en Syrie. Nous condamnons l'utilisation de la force contre des manifestants non armés, et ce où qu'elle se produise. Nous espérons qu'il sera possible de régler la crise par le dialogue. Les aspirations légitimes des populations du monde arabe doivent être satisfaites par le biais de processus politiques ouverts, et non par la voie militaire. À ce stade, il est probable qu'une poursuite de la répression ne fera que provoquer davantage de manifestations et de protestations. Nous espérons que les dirigeants syriens choisiront la voie du dialogue et de la réforme comme moyen le plus efficace d'apaiser la situation.

Nous prenons acte des efforts de réforme faits par le Gouvernement syrien. La levée de l'état d'urgence et l'adoption d'autres mesures législatives concrètes constituent des mesures encourageantes visant à répondre aux aspirations légitimes de la population. Nous espérons que ces mesures seront mises en œuvre sans tarder. Nous saisissons cette occasion pour encourager le Gouvernement syrien à engager un dialogue politique large et ouvert avec toutes les

parties concernées. La réforme, et non la répression, est la voie à suivre.

Les organisations régionales ont une contribution essentielle à apporter pour élaborer des solutions politiques ayant une véritable chance d'aboutir et de favoriser une transformation pacifique. À cet égard, je tiens à souligner le rôle crucial joué par la Ligue des États arabes en insistant pour que des mesures porteuses d'espoir soient prises.

Nous sommes conscients de l'importance que revêt la stabilité en Syrie pour la stabilité générale du Moyen-Orient. La Syrie étant un élément essentiel de la stabilité régionale, il est d'autant plus important de s'employer à faire que des réformes et un véritable dialogue y soient engagés dans des conditions pacifiques et stables, et ce, autant que faire se peut, à l'abri des tensions et des pressions externes.

M. Salam (Liban) (*parle en arabe*) : Je tiens à commencer en remerciant M. Pascoe de son exposé.

Je rappelle que les relations entre le Liban et la Syrie dépassent le simple bon voisinage. C'est pourquoi l'Accord de Taëf, qui est le fondement de la Constitution libanaise, stipule que le Liban, arabe dans son identité, est lié par des relations fraternelles sincères à tous les États arabes et entretient avec la Syrie des relations particulières dont la force émane de leur histoire et de leurs intérêts fraternels communs. La coordination et la coopération entre les deux pays sont basées sur ces principes.

La sécurité du Liban est liée à celle de la Syrie, et vice versa. Les faits qui surviennent au Liban concernent la Syrie, et ceux qui surviennent en Syrie concernent le Liban. L'histoire a démontré ce fait de la plus convaincante des manières. Lorsqu'il a fait référence aux événements en Syrie, le Président de la République, Michel Sleiman, a déclaré très clairement que

> « Le Liban appuyait la stabilité en Syrie et dans le monde arabe en général, mais plus particulièrement en Syrie car la sécurité de nos deux pays est étroitement liée, comme nous le savons tous. Par ailleurs, le Liban appuie la décision des dirigeants syriens de lancer des réformes, dont la levée de l'état d'urgence et l'abrogation des lois sur les partis politiques et les médias. Le Liban reconnaît aussi le bien-fondé des appels lancés en faveur de réformes et qu'ils ne visent pas à fomenter des rivalités sectaires et les troubles. »

Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, les Libanais sont solidaires, par le cœur et par l'esprit, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie, de son peuple et de la sûreté et de la sécurité de ses enfants. Au Liban, nous savons mieux que quiconque le rôle central que la Syrie a joué dans notre histoire. Nous déplorons les morts et les blessés. Nous exprimons nos condoléances à leurs familles et espérons que la Syrie continuera sur la voie de la paix et du progrès.

M. Amieyeofori (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je tiens moi aussi à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Pascoe, pour son exposé complet et instructif sur la situation en Syrie.

Le Nigéria partage les préoccupations de la plupart des délégations face à la violence généralisée qui s'est emparée de la Syrie depuis la fin du mois de mars et qui a fait des centaines de morts et de blessés. Nous demandons qu'il soit mis fin à la violence et aux massacres et exhortons toutes les parties à faire preuve de calme et de retenue.

Dans ces circonstances, nous tenons à réitérer l'importance de la protection des civils, le respect des droits de l'homme et la nécessité de protéger le droit de réunion pacifique. La levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 48 ans, et le programme de réformes annoncé par le Gouvernement, bien qu'ils n'aient que trop tardé, sont un pas dans la bonne direction. C'est pourquoi nous encourageons le Gouvernement syrien à consolider ce processus et à mettre rapidement en œuvre ces mesures.

À notre avis, le règlement de la crise syrienne, comme la plupart des délégations l'ont signalé, exige une certaine prudence, car cette crise pourrait avoir un impact négatif sur la paix et la sécurité régionales.

Enfin, nous appelons à un dialogue participatif et à de véritables réformes qui répondent aux préoccupations et aux aspirations légitimes du peuple syrien, y compris un processus de démocratisation qui promouvra la paix et la stabilité dans le pays. À cet égard, nous nous félicitons de la déclaration faite par la Ligue des États arabes. Nous croyons que celle-ci a un rôle important à jouer dans le règlement de la crise syrienne. Nous engageons instamment les autorités syriennes à fournir un accès à l'assistance internationale et de l'aide aux personnes ayant besoin de soins et de médicaments afin de mettre fin à la détérioration de la situation.

M. Barbalić (Bosnie-Herzégovine) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit d'emblée permis de remercier le Secrétaire général adjoint, M. Pascoe, pour son exposé sur l'évolution récente de la situation en Syrie.

La Bosnie-Herzégovine est extrêmement préoccupée par la situation en Syrie et déplore les pertes en vies humaines et le nombre élevé de blessés. Nous exprimons nos condoléances les plus sincères aux familles et aux amis des victimes.

Nous nous joignons également aujourd'hui à tous ceux qui condamnent la violence actuelle; elle doit cesser immédiatement. Les responsables de ces crimes doivent être tous traduits en justice et tenus pour responsables de leurs actes.

Nous prenons note de la levée de l'état d'urgence et du programme de réformes annoncé par le Président Al-Assad. Nous partageons l'avis du Secrétaire général, à savoir que l'application effective des réformes est nécessaire pour répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien et assurer la paix et l'ordre dans le pays. De plus, nous sommes convaincus que seul un vote inclusif et effectif mené par les Syriens eux-mêmes permettra de répondre aux aspirations et aux demandes du peuple.

Enfin, on ne saurait trop souligner l'importance cruciale de la Syrie pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient. En conséquence, tout en appuyant sans réserve la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, nous sommes convaincus que seul un vote inclusif et effectif mené par les Syriens eux-mêmes permettra de répondre aux aspirations et aux demandes du peuple.

M. Moraes Cabral (Portugal) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Pascoe, pour son exposé.

Au Moyen-Orient, des événements dramatiques font rapidement évoluer la situation dans la région. Comme les autres peuples de la région, les Syriens réclament la liberté, la démocratie et des réformes. La seule façon de répondre à ces aspirations légitimes passe par un dialogue authentique et ouvert à tous. La violence et la répression ne pourront jamais rien résoudre.

Le Portugal est extrêmement préoccupé par la situation en Syrie et par l'intensification de la violence qui fait des centaines de morts et de blessés. Nous exprimons nos condoléances aux familles de toutes les victimes. Nous condamnons avec force la violence contre les manifestants pacifiques et exigeons qu'elle cesse immédiatement. Et nous réclamons que les responsables de la violence répondent de leurs actes. Nous appuyons l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de l'ouverture d'une enquête indépendante, transparente et effective sur les tueries.

Le Portugal prend note de la décision du Gouvernement syrien de lever l'état d'urgence, des lois promulguées ces derniers jours, et de l'intention annoncée de procéder à des réformes politiques. Ces mesures et ces intentions doivent cependant être crédibles, menées effectivement à bien et se traduire par de véritables améliorations et des réformes concrètes. Les autorités syriennes doivent respecter les droits de l'homme, dont la liberté d'expression et le droit de réunion pacifique, ainsi que la liberté de la presse, et respecter l'intégrité et la dignité des personnes arrêtées et leur droit à une procédure régulière.

Mon pays est bien conscient de l'importance critique de la Syrie pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient. Nous sommes également pleinement attachés à l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie. Le Portugal salue et appuie la déclaration publiée par le Secrétariat général de la Ligue des États arabes sur l'évolution actuelle de la situation dans un nombre croissant de villes arabes, l'appel qu'il a lancé aux gouvernements de s'engager immédiatement dans un processus de réforme, et la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de la Ligue.

Le Portugal appelle encore une fois le Gouvernement syrien à faire montre de toute la retenue possible et de veiller à la protection de ses citoyens. Nous demandons à toutes les parties en Syrie de s'engager dans un dialogue général et inclusif et dans un processus de réforme durable et ouvert.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Colombie.

Ayant pris note de l'exposé instructif du Secrétaire général adjoint, M. Lynn Pascoe, qu'elle remercie, la Colombie tient à exprimer sa préoccupation face à la détérioration de la situation en Syrie et déplore la répression violente dont les manifestants ont été la cible, ainsi que la mort d'un grand nombre de civils. Nous jugeons inacceptable le recours disproportionné à la force contre la population civile. C'est pourquoi nous réclamons la cessation immédiate de tous les actes de violence, seul moyen de trouver une solution à cette crise.

Il incombe au Gouvernement syrien de respecter et de protéger les libertés individuelles et les droits fondamentaux de l'ensemble de la population. Pour rétablir l'ordre et la paix, le Gouvernement doit garantir à ses citoyens le droit à la vie, le plein exercice de la liberté d'expression et le droit de réunion pacifique, dans le respect rigoureux de ses obligations internationales et du droit international des droits de l'homme.

Nous prenons note de la levée de l'état d'urgence et du programme de réformes annoncé par le Président Bashar Al-Assad, et nous espérons qu'un dialogue inclusif et l'application effective de ces réformes permettront de rétablir l'ordre et la paix sociale.

La Colombie exhorte les autorités syriennes et les manifestants à établir des voies de communication sociales et politiques qui répondent effectivement aux aspirations légitimes du peuple syrien à une société juste, équitable et démocratique dont les citoyens pourront exercer librement leurs libertés et droits fondamentaux. La Colombie réitère la nécessité urgente de mettre fin à la violence et lance un appel énergique en faveur du respect des droits de l'homme des citoyens syriens. Nous attendons avec intérêt l'ouverture d'une enquête indépendante et transparente sur les pertes en vies humaines et nous appuyons les initiatives visant à trouver une solution politique qui permette de rapprocher les parties et contribue à la cessation de la violence.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Voilà plus de six semaines qu'ont débuté les violences perpétrées par des groupes extrémistes dont l'objectif principal est très clairement de renverser le Gouvernement syrien. Tout au long de toute cette période, les autorités chargées du maintien de l'ordre ont exercé la plus grande retenue pour éviter de faire des victimes parmi les civils innocents. Toutefois, ces groupes, qui abritent des éléments criminels armés, ont continué de tuer des civils innocents et un grand nombre de membres des forces de sécurité et de s'attaquer aux bâtiments administratifs, aux institutions publiques et aux installations de l'armée et des forces du maintien de l'ordre.

Le Conseil de sécurité sait que le Gouvernement a pris de nombreuses mesures pour répondre aux revendications légitimes du peuple, et a notamment levé l'état d'urgence, aboli la Haute Cour de sûreté de l'État et promulgué un décret-loi reconnaissant, pour la première fois dans l'histoire du pays, le droit de manifester de manière pacifique. Des mesures ont également été prises pour lutter contre la corruption et répondre aux revendications du peuple sur des aspects touchant à la vie quotidienne des citoyens syriens. Je voudrais également appeler l'attention du Conseil sur le fait que le Gouvernement va prendre d'autres mesures pour accélérer le processus de réforme dans le pays, ce qui correspond parfaitement aux appels lancés par plusieurs membres du Conseil.

Plutôt que de battre en retraite suite aux réformes engagées par les dirigeants syriens, les parties à l'origine des protestations ont multiplié les attaques contre des positions de l'armée, détruit des bâtiments des services de sécurité, tué de nombreux membres des forces de l'ordre, profané le corps des victimes, incité au meurtre et incendié des établissements privés et publics. J'ai entre les mains la liste des noms de 51 membres des forces armées, officiers supérieurs ou simples soldats, tombés sous les balles des groupes armés. Ceux qui souhaitent en prendre connaissance peuvent nous contacter et nous leur en transmettrons une copie.

Face aux revendications de la population, le Président de la République a rencontré des délégations populaires de chaque province syrienne pour répondre directement aux doléances et aux demandes des citoyens. Le Président a donné des consignes pour que toutes les revendications légitimes soient satisfaites et que toutes les victimes, militaires et civiles de ces troubles qui secouent le pays, soient considérées comme des martyrs.

En réponse à ces mesures d'ouverture prises par l'État et ses institutions, ceux qui s'emploient à nuire à la Syrie profitent de ce climat constructif pour porter atteinte à la sécurité du pays, à sa sûreté et à sa stabilité en se livrant à des actes de banditisme, en menaçant les citoyens et en obligeant les écoles et les institutions publiques à fermer leurs portes. Dans tout le pays, ils continuent de mener des actions contraires aux intérêts des citoyens, menaçant leur sécurité et les empêchant de vivre normalement.

Cette campagne menée en Syrie s'accompagne d'une propagande médiatique sans précédent dans la région, dirigée contre la Syrie et contre ses politiques intérieures et nationales. Le vandalisme et le terrorisme sont encouragés et les intentions du Gouvernement sont mises en doute. Dans de nombreux cas, les faits sont déformés et les manifestants sont incités à

incendier les biens publics et à remettre en cause la position de l'État sur la situation. Les actes de violence sont encouragés ou justifiés afin d'anéantir les efforts de réforme déployés par le Gouvernement. Des *fatwas* ont également été émises depuis l'étranger, appelant à se dresser contre le pouvoir et les structures étatiques.

Cette campagne coïncide avec la diffusion d'informations confirmant que des acteurs officiels étrangers ont financé ou encouragé des actes de sabotage contre la Syrie, son peuple et ses dirigeants. Je voudrais citer à titre d'exemple, et purement à titre d'exemple, un article du journal américain *Washington Post* publié le lundi 18 avril, dans lequel il est indiqué que depuis 2006, ce qui signifie que cela a commencé sous l'Administration précédente, le Département d'État américain a versé quelque 6 millions de dollars à un groupe d'opposants syriens pour financer une chaîne de télévision par satellite, Barada TV, opposée au Gouvernement et dont le siège est installé à Londres. En outre, depuis 2005, le Gouvernement des États-Unis appuie financièrement plusieurs figures de l'opposition syrienne, dans le cadre d'une campagne à long terme dirigée, d'après ce journal américain, contre « le régime du Président Bashar Al-Assad ». Pour compléter ce tableau décrivant le complot dont est victime mon pays, je voudrais appeler l'attention du Conseil sur les propos tenus devant de nombreux médias par un opposant syrien résidant en France, qui a affirmé que trois parties étrangères différentes lui ont proposé, personnellement, d'acheminer des armes en Syrie.

Ces actes visent à nuire à notre économie nationale. De fait, les marchés sont au point mort, le tourisme a cessé et l'investissement est en baisse. Tout cela fait partie d'une tentative d'accroître l'instabilité dans le plus grand nombre possible de villes et de villages syriens.

Dans le cadre de leur responsabilité de protéger la Syrie et ses frontières avec les pays voisins, les autorités ont intercepté de nombreuses cargaisons d'armes destinées à des groupes ayant l'intention de porter atteinte à la stabilité et à la sécurité du pays. Il a été prouvé que ces armes avaient été envoyées de l'étranger par des groupes religieux extrémistes à leurs agents présents dans le pays dans le but de tuer des innocents, d'incendier des institutions publiques et privées et, en général, de semer le chaos dans le pays. Il était donc naturel, dans ces conditions, que l'État assume – tout comme l'aurait fait n'importe quel pays face à de telles menaces – la responsabilité fondamentale qui lui incombe de répondre aux appels de ses citoyens, qui jouissaient de la paix et de la sécurité.

Les dirigeants syriens sont convaincus que ces milieux extrémistes ne veulent pas de réformes, mais cherchent à renverser le Gouvernement en tuant et en semant le chaos. Il était donc logique que les autorités syriennes répondent aux appels de leurs concitoyens afin de les protéger contre les actions de ces groupes terroristes extrémistes et de rétablir l'ordre dans le pays. C'est exactement ce qui s'est passé dans la ville de Deraa, que M. Pascoe a mentionnée tout à l'heure. Les forces de sécurité ont trouvé de grandes quantités d'armes sophistiquées, y compris des mitrailleuses et du matériel de communication de pointe. L'opération a également abouti à l'arrestation d'un grand nombre de membres des groupes extrémistes qui ont semé la terreur et la mort; d'autres groupes ont, quant à eux, réussi à fuir hors de la province. Les détenus ont reconnu leurs crimes ainsi que le fait qu'ils avaient reçu de grosses sommes d'argent pour commettre leurs actes, ce que l'État ne peut ni accepter ni justifier.

La Syrie estime qu'un débat sur cette question au Conseil de sécurité n'est pas justifié. Nous considérons comme particulièrement suspectes les tentatives de certains de donner l'impression que l'État syrien ne protège pas sa population. Alors que des groupes armés ont commis des meurtres et des actes de destruction, comme je l'ai dit, j'insiste sur le fait que personne n'a le droit de protéger ces groupes, ne serait-ce que d'y songer. L'État syrien défend son peuple et le protège des complots séditieux fomentés par les ennemis de la Syrie dans le seul but de mettre à mal sa sécurité et son indépendance. Il rejette toute tentative de pression politique en provenance de l'extérieur du pays visant à lui faire changer des politiques nationales qui servent les intérêts du peuple et de la nation.

Afin de préserver les droits de tous les citoyens syriens, une commission judiciaire a été mise sur pied pour enquêter sur tous les incidents survenus lors des récents affrontements dans lesquels il y a eu, malheureusement, des morts parmi les civils et le personnel militaire.

De l'avis de mon gouvernement, une seule victime est déjà un prix trop élevé à payer, et nous le regrettons. En tant que Gouvernement, nous ne pouvons accepter que certains prétendent attacher plus de valeur à la vie de nos ressortissants que nous ne le faisons. Les politiques d'ingérence dans les affaires d'autres États sur la base de divers prétextes et

justifications se sont toujours révélées erronées. Pour nous, certaines des déclarations que nous venons d'entendre à l'encontre de la Syrie ne peuvent être interprétées que comme des incitations à l'extrémisme et au terrorisme. Ce sont des innocents, en Syrie et dans le reste du monde, qui en paieront le prix. La stabilité et la paix de la région en pâtiront également.

L'on ne saurait nous convaincre que la tenue de ces séances sert les intérêts du peuple syrien, alors même qu'elle est perçue par les groupes extrémistes comme un appui international qui leur est apporté ainsi qu'à leurs pratiques illégales.

Nous réaffirmons que l'époque du colonialisme est révolue. Tous les peuples du monde connaissent désormais les nouvelles méthodes qu'utilisent certains États pour s'ingérer dans les affaires d'autres États, que ce soit dans le cadre de la prétendue responsabilité de protéger ou de l'intervention humanitaire, récusées par tous les pays en développement, en dépit des tentatives déployées pour les leur imposer par le biais d'instances internationales, y compris l'ONU. Nous avons toujours craint que le recours à ces concepts condescendants nuise à l'unité, à la souveraineté et à l'indépendance des pays en développement.

La Syrie souligne que ce qui se passe sur le terrain ne peut en aucun cas être considéré comme des manifestations pacifiques. Sinon, comment autant de martyrs auraient-ils pu ainsi tomber parmi nos forces de sécurité, notre armée et nos civils innocents? La Syrie insiste en outre sur le fait qu'elle va poursuivre sur la voie de la réforme, comme l'a annoncé le Président de la République arabe syrienne. Nous continuerons de répondre aux demandes légitimes de nos citoyens; nous continuerons de protéger leur vie et leurs biens. Nous ne permettrons pas au terrorisme ou à l'extrémisme de tuer nos ressortissants.

La tentative de certains membres du Conseil de sécurité, épris d'un enthousiasme sans précédent, de présenter ce qui est une question syrienne interne sous le point de l'ordre du jour intitulé « La situation au Moyen-Orient » – un thème habituellement consacré à la recherche d'un règlement pacifique au conflit israélo-arabe et à la création d'un État palestinien selon les critères bien connus – nous fait nous demander, nous et beaucoup d'autres, pourquoi il n'y a jamais eu cet enthousiasme au cours des dernières décennies pour tenter de mettre fin à l'occupation israélienne des territoires arabes occupés depuis 1967, même si, pour nous, la réponse est claire. C'est la politique du deux poids deux mesures. C'est le règne de la force qui l'emporte sur la primauté du droit. Si certains doutent encore de la véracité de ce que nous disons, il convient de se demander pourquoi l'on a eu recours au fameux droit de veto à 48 reprises pour protéger l'agression et l'occupation israéliennes, très récemment encore il y a à peine deux mois – un veto qui a empêché l'adoption d'une résolution internationale condamnant la colonisation israélienne des terres palestiniennes occupées.

Nous attendons des dirigeants des pays membres du Conseil de sécurité qu'ils encouragent davantage la réforme nationale au lieu d'essayer de passer sous silence le fait que nous nous sommes engagés sur la voie de la réforme et de semer le doute sur les incessantes tentatives de réforme de mon gouvernement – une réforme qui est en cours et qui se poursuivra.

Dans ce contexte, nous avons été réellement surpris d'entendre la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique formuler des allégations sans fondement, qui ne sauraient être prises au sérieux ou considérées comme légitimes, selon lesquelles la Syrie profiterait soi-disant de ses relations privilégiées avec l'Iran pour « réprimer » les citoyens syriens. Cette tentative surréaliste et hollywoodienne visant à établir un lien entre les deux pays traduit un manque de respect à l'égard du Conseil de sécurité et de sa responsabilité de préserver la paix et la sécurité internationales, et démontre clairement l'hostilité de l'Administration américaine envers mon pays. L'objectif poursuivi en l'occurrence n'a absolument rien à voir avec les intérêts de la Syrie, de sa population ou de son gouvernement.

Le Président (*parle en espagnol*) : Il n'y a plus d'orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 20.